



# Déclarations et Discours

Nº 84/7

## STRATÉGIE VISANT À METTRE FIN AU MALAISE ÉCONOMIQUE

Notes pour une allocution du ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher, à la cinquante-cinquième assemblée annuelle de la Chambre de commerce du Canada, Toronto, le 25 septembre 1984.

...Comme vous le savez, Je suis l'un des nouveaux visages au sein du gouvernement progressiste-conservateur. Par conséquent, mon intention n'est pas, au début de mon mandat, de me lancer dans des innovations, mais d'aborder les questions commerciales nombreuses et complexes qui nous assaillent dans l'ordre qui s'impose et avec prudence. Nous recueillerons vos idées. Nous écouterons. Et nous agirons.

J'ai pensé qu'il serait utile de passer en revue la stratégie économique énoncée par le premier ministre dans un discours qu'il a prononcé devant la Chambre de commerce de Vancouver en août dernier — discours qui contenait nombre d'idées importantes mais qui a reçu assez peu d'attention dans les autres régions du pays.

Comme le déclarait ce jour-là le premier ministre, la stratégie du gouvernement progressiste-conservateur repose sur notre conviction que les Canadiens doivent s'attaquer à cinq grands problèmes qui sont au cœur de notre malaise économique :

- 1e) Le coût élevé du crédit qu'entraînent la faiblesse de notre dollar et la nécessité de financer notre dette extérieure croissante.
- 2e) La faiblesse financière de notre secteur privé. (Trop d'entreprises canadiennes — quelle que soit leur importance — restent aux prises avec une trop forte dette à coût élevé et une insuffisance de capital social à faible coût.)
- 3e) La spirale de la dette publique, qui sera passée de 18 milliards de dollars en 1968 à 180 milliards à la fin du présent exercice.
- 4e) La faiblesse de notre position concurrentielle dans le monde causée largement par nos piètres réalisations en matière de Recherche et Développement et d'innovation technologique; et
- 5e) Le fait que la demande de biens et de services canadiens reste insuffisante aussi bien sur le plan national qu'à l'étranger.

Nous croyons que ce sont là les cinq grands problèmes qui, conjugués, sont la cause de la stagnation économique et du chômage massif. Comment nous y prendrons-nous pour les régler ? Permettez-moi d'esquisser l'approche du nouveau gouvernement.

Premièrement, il faut abaisser les taux d'intérêt. Il ne sert à rien de s'imaginer que le Canada pourra contrôler ses taux d'intérêt du jour au lendemain, à moins de vouloir passer d'une économie ouverte et mixte à une économie fermée et fixe, ce qui entraînerait une baisse considérable de notre niveau de vie.

Étant donné cette réalité, nous sommes d'avis que la façon prudente de faire face à ce dilemme actuel des taux d'intérêt — à court terme — est de maintenir ceux-ci au niveau le plus bas possible sans causer un recul du dollar, et de compenser la cherté du crédit dans les secteurs clés de l'économie en réduisant d'autres coûts de production.

À moyen terme, nous croyons que le Canada peut abaisser ses taux d'intérêt s'il applique des politiques commerciales, financières et fiscales visant toutes à exercer une pression à la hausse sur le dollar.

Il est essentiel que notre commerce des marchandises soit plus dynamique et plus diversifié. Mais il est tout aussi essentiel que nous encouragions les investissements directs de façon à réduire notre dépendance à l'égard de la dette extérieure. C'est pour cette raison que nous avons opté pour deux grands changements qui enclencheront le processus visant à refaire du Canada un lieu d'investissement privilégié : premièrement, nous entendons mettre fin à la rétroactivité et à la discrimination excessive du Programme énergétique national; deuxièmement, nous changerons le mandat et le nom de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Le nouvel organisme ainsi créé — Investissement Canada — étudiera, lui aussi, les grands projets d'investissement d'importance économique nationale. Mais il assumera un rôle plus positif que l'Agence — celui de faciliter les investissements générateurs d'emploi, et de collaborer avec un Service des délégués commerciaux revitalisé et élargi de façon à recueillir de nouvelles idées, à trouver de nouvelles technologies et à exploiter de nouvelles possibilités d'exportation et d'investissement pour le Canada.

Ces initiatives reflètent notre conviction que la véritable solution au dilemme de la faiblesse du dollar s'ajoutant à de forts taux d'intérêt consiste pour le Canada, à la fois, à devenir une nation commerçante de première force sur les marchés mondiaux et à redevenir un lieu d'investissement privilégié.

Ensuite, il faudra restructurer le capital de l'industrie canadienne. C'est dans ce contexte que l'ampleur du déficit fédéral devient une question fort préoccupante. Nous ne pouvons tout simplement pas financer des déficits publics massifs et en même temps restructurer le capital de notre secteur privé.

Il est évident que nous ne pourrions réduire sensiblement les déficits tant que les taux d'intérêt n'auront pas été réduits et que le pays n'aura pas été remis au travail. Des coupures draconiennes maintenant seraient synonymes de récession. Mais nous croyons que certaines mesures pourraient et devraient être prises, peu importe l'ampleur du déficit.

Premièrement, nous devons abaisser les frais généraux de l'administration fédérale causés par le double emploi, le gaspillage et la mauvaise gestion. Pour amorcer ce processus, le premier ministre a déjà créé un groupe de travail composé de ministres importants et présidé par le vice-premier ministre.

La deuxième source d'économie se situe au niveau des programmes gouvernementaux proprement dits. Nous devons améliorer le processus budgétaire de sorte qu'il permette de vérifier l'efficacité des programmes en cours. C'est en recourant à la justification obligatoire et à l'évaluation des programmes ainsi qu'à d'autres méthodes que l'on mettra fin au chevauchement et au double emploi.

Dans le secteur de l'énergie, nous prévoyons abandonner les subventions PIP (*Pétroleum Incentive Programme*) dont bénéficient les industries pétrolières au profit d'un système d'avantages fiscaux. Les programmes visant à promouvoir les produits de remplacement du pétrole seront également consolidés.

Dans le domaine du développement économique, nous voulons savoir d'où proviennent les 8 milliards de dollars d'impôts que versent les sociétés et comment l'administration fédérale les utilise. Notre but est d'abandonner la structure politisée des subventions au profit d'un plus grand recours au système fiscal.

Nous examinerons également l'efficacité de certaines dépenses d'équipement... Enfin, nous examinerons la législation fiscale concernant les prix de transfert et d'autres formes d'évasion fiscale de la part des sociétés. Selon certains critiques, les pertes subies par le Trésor se chiffrent à plusieurs millions. Il est temps d'établir les faits.

Dans le domaine des programmes sociaux, il est dans notre intention non seulement de maintenir les programmes actuels de garantie des revenus mais aussi de les améliorer — de nous assurer qu'il n'y a aucune faille dans la sécurité dont doivent jouir tous les Canadiens sans exceptions.

Dans le domaine de la santé, nous négocierons avec les provinces pour qu'une plus grande part des crédits affectés aux programmes de santé soit consacrée à des domaines qui généreront des épargnes à long terme, par exemple :

- La médecine préventive,
- Les soins communautaires,
- La recherche médicale, surtout celle qui concerne les problèmes d'une population vieillissante.

Nous croyons que l'une des solutions à la réduction du déficit à long terme consiste à dépenser plus judicieusement les fonds affectés aux soins de santé.

Nous prévoyons réformer le système d'impôt sur le revenu des particuliers de façon à le rendre plus équitable, plus progressiste et plus productif. Notre objectif est d'établir un régime d'imposition équitable. Et nous utiliserons les meilleurs moyens disponibles pour le réaliser. Mais soyons francs : aucune gestion prudente et aucune réforme budgétaire ne réduira le déficit à des proportions raisonnables. Cette réduction ne surviendra que lorsque les taux d'intérêt baisseront, que la croissance économique reprendra et que les Canadiens seront remis au travail. Voilà l'objectif fondamental du nouveau gouvernement progressiste-conservateur. Lorsque nous aurons relancé l'économie et que le déficit sera en régression, nous pourrons commencer à renforcer la base de capital de notre secteur privé

en créant des stimulants qui encourageront l'investissement dans des entreprises canadiennes et la participation des travailleurs au capital de l'entreprise.

Et nous pourrons également prendre des initiatives permettant de rassembler les capitaux de risque nécessaires au financement des petites entreprises canadiennes qui sont la véritable source d'emploi dans ce monde trépidant.

Ensuite, il faudra améliorer notre compétitivité sur le plan international. À cette fin, le gouvernement se concentrera sur deux initiatives parallèles destinées à améliorer notre position concurrentielle dans le monde. Premièrement, nous devons participer à la restructuration de nos secteurs primaires, notamment ceux des pêches, de la foresterie et des mines, et nous devons, dans toute la mesure du possible, abaisser leurs coûts de production. Deuxièmement, nous devons intensifier nos efforts en matière de technologie et de formation, en d'autres mots, développer nos ressources humaines.

Nos politiques, en ce domaine, seront fondées sur cinq grands postulats.

1. Il est clair que des taux d'intérêt moins élevés, une base de capital plus solide et la disponibilité du marché sont les conditions préalables d'un relèvement des dépenses de R-D (Recherche-développement) par le secteur privé. Il n'est pas question d'investir, en effet, dans des activités de R-D quand on ne peut se le permettre, ou s'il n'existe aucun marché pour des produits nouveaux.
2. La dimension modeste du marché canadien signifie que nous devons non seulement encourager la mise au point de techniques canadiennes, mais également l'adaptation de techniques étrangères.

Nous devons par ailleurs encourager la diffusion de ces techniques et méthodes dans tout le pays, que ce soit à la ferme, à l'usine ou au bureau.

3. Nous croyons que la « révolution de l'information » consiste essentiellement à appliquer de nouvelles technologies à des industries qui existent déjà — par exemple dans les secteurs de la fabrication, des textiles, de l'agriculture, de l'exploitation minière et de la foresterie.

La mise au point de nouvelles techniques est certes importante. Mais leur utilisation à notre avantage l'est encore plus.

4. Nous croyons que la réforme fiscale est également nécessaire pour réorienter l'investissement vers cette activité essentielle créatrice d'emplois. Les modifications au régime fiscal refléteront notre conviction que les stimulants devraient remplacer les subventions, que la définition du « développement » devrait être élargie et que la législation fiscale devrait mieux illustrer l'idée que la recherche et le développement sont une composante intégrale du processus de production et non une activité distincte.

- 
5. Les politiques destinées à encourager la production, l'application et la diffusion de nouvelles techniques doivent aller de pair avec les politiques visant à donner aux Canadiens la formation leur permettant de les utiliser.

À cet égard, nous estimons que les recommandations formulées par les deux groupes de travail de notre caucus sur le recyclage et le chômage des jeunes constituent un excellent point de départ. Elles sont innovatrices, prospectives et rentables. Elles permettront de former les travailleurs qualifiés qu'exigent ces nouveaux emplois apparus avec l'évolution de technologies et de structures commerciales complexes.

Enfin, il faudra stimuler la demande. À notre point de vue, une reprise économique soutenue au Canada nécessite un relèvement de l'investissement intérieur de la part des entreprises et un accroissement du commerce extérieur. Nous avons recensé cinq domaines prioritaires pour l'accroissement des investissements de capital, à savoir :

- L'industrie énergétique (tant dans l'Ouest que dans les zones d'exploitation en mer);
- Le réseau national de transport ferroviaire, surtout dans l'Ouest;
- Les activités économiques dans leur ensemble (afin qu'elles bénéficient des techniques modernes);
- Les infrastructures locales et municipales (dont on doit assurer le fonctionnement et le développement)
- Les forces armées (dont l'équipement doit être modernisé).

Pour accroître la demande *extérieure*, il nous faut absolument que nous assurions à nos biens et nos services un meilleur accès sur les marchés étrangers et ce, grâce à des négociations multilatérales et bilatérales.

À cette fin, le nouveau gouvernement progressiste-conservateur continuera d'appuyer fortement l'ordre commercial multilatéral. Nous nous efforcerons de faire naître le consensus international nécessaire pour entreprendre une nouvelle série de négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans divers domaines, telles les ententes sur les sauvegardes, sur les marchés publics, sur le commerce des produits agricoles et le commerce des produits de haute technologie. La création d'un cadre international qui fixe les règles du commerce de divers services sera également une préoccupation majeure du nouveau gouvernement, et j'accueillerai avec plaisir vos vues sur la meilleure façon d'aller de l'avant dans ces secteurs complexes. Par ailleurs, nous croyons qu'il serait sans doute possible d'établir des précédents bilatéraux aptes à susciter une action multilatérale.

Nous poursuivrons le dialogue avec les représentants américains en vue d'explorer des secteurs d'action éventuels qui soient compatibles avec nos obligations multilatérales. Notre but n'est pas tant de créer une forteresse en Amérique du Nord que d'agir comme catalyseur d'une action coopérative multilatérale. Ainsi, comment pouvons-nous résumer notre stratégie ? Que peuvent attendre les Canadiens d'un

---

nouveau gouvernement progressiste-conservateur ? Pour créer des emplois et stimuler la croissance, nous allons tout simplement :

- Abaisser les taux d'intérêt en raffermissant le dollar par l'expansion du commerce et l'injection de capital social;
- Réduire le déficit d'une façon méthodique par un programme équilibré d'investissements stratégiques, de croissance économique, de réformes fiscales et de gestion budgétaire prudente;
- Au fur et à mesure de la résorption du déficit, réorienter les épargnes vers la base de capital du secteur privé, notamment des petites entreprises;
- Améliorer notre compétitivité sur le plan international par la restructuration de nos industries primaires, par des stratégies innovatrices en matière de technologie et de formation ainsi que par l'accès assuré aux marchés étrangers; et
- Créer un climat propice à l'accroissement des investissements de capital dans notre économie, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, des techniques appliquées, de l'infrastructure de base et de la construction navale.

Et nous sommes convaincus qu'en dépensant plus judicieusement, en investissant de façon plus productive, en accroissant la compétitivité de nos principaux produits d'exportation et en gérant prudemment les finances publiques, nous créerons les conditions favorables à la croissance dont découlera une réduction du déficit...